

Audience mairie de Toulouse 3 juin 2020



Sommaire

Mercredi matin libéré.....	1
Garanties sanitaires et soucis de communication rencontrés.....	2
Désinfection à l'issue du scrutin du 28 juin.....	5
Point divers abordés.....	5

Pour le SNUDI-FO : FLEURET Cédric, MASCARAS Daniel

Pour la Mairie de Toulouse : Mme Lalane de Laubadère, Adjointe au maire et Elodie Chabot, directrice éducation.

Mercredi matin libéré

FO : Une majorité des enseignants souhaitent conserver le mercredi matin pour exercer en distanciel.

Si les PE sont en distanciel, ils pourront faire une pause le mercredi, pause souhaitée par les collègues et qui permettrait peut-être aux agents techniques d'être tranquille pour le ménage.

Mairie : Nous souhaitons le maintien des cours les mercredis pour plusieurs raisons :

- Cela représente une ½ journée de cours en plus pour tous. Ce n'est pas neutre car il y a une rotation et ce n'est pas négligeable du point de vue de l'enfant.

- D'un point de vue sanitaire : pas de difficulté particulière, la mairie a embauché des personnels supplémentaires (140 contractuels et intérimaires et prestataires extérieurs), 1 million d'€ de masse salariale a été débloqué sur les 5 semaines. C'est aussi pour remplacer les collègues vulnérables. Tous les protocoles sont en place, les agents formés, la désinfection quotidienne, le mercredi matin n'est pas un plus nécessaire.

- D'un point de vue des familles : le mercredi après-midi, il y a une garderie en maternelle, et l'ADL en élémentaire mais il est impossible de le proposer le matin. En effet, les enfants des agents sont prioritaires aussi. Les gardes d'enfants se résolvent pour nos personnels mairie. On développe les 2S2C dans les écoles et espaces culturels. 17500 élèves en rotation c'est trop, pas de lieux sauf les écoles ni les personnels (nettoyage, encadrement). L'aide de l'Etat ne couvre absolument pas les coûts. Ce serait au détriment des autres jours de la semaine. On a demandé fermement qu'il y ait cours le mercredi matin à l'EN, car Toulouse est sur 4,5 jours. A l'EN de s'organiser pour accompagner les enseignements, notamment avec ceux qui ne font pas le présentiel. Je mesure que ce n'est pas simple pour les PE et que ça reste compliqué. Les propositions peuvent être contradictoire.

Il y a 50 à 60% de demande de retour dans certaines écoles, y compris parfois en REP. C'est important. Philosophie générale : on ouvre les écoles pour que tout le monde puisse venir, ce n'est pas tant un souci mairie que gouvernement et EN.

FO : Avez-vous fait une évaluation en termes de budget ? La plupart des autres communes le font en étant à 4 jours toute l'année donc cela doit être possible à Toulouse.

Ceux qui font le présentiel font aussi le distanciel bien souvent. Les parents préfèrent cela, pour se placer de leur point de vue, et libérer le mercredi matin, aidera les PE à assurer ce distanciel dans de bonnes conditions.

Mairie : Je comprends l'argument. Mais ce n'est pas ce qui était prévu au niveau Education Nationale au niveau distanciel et présentiel. Les familles doivent revenir le plus possible et on prépare aussi la rentrée 2020. Tout le monde reprendrait mais peut-être en rotation. Je pense qu'il faut vite que les écoles reviennent à la normale. Je ne balaie pas du tout d'un revers de main et j'entends la demande.

Aucune organisation n'existe sur le mercredi matin, sans aide (CAF, Etat, ...). De même, recruter des personnels si vite est impossible. C'est techniquement totalement infaisable de proposer un accueil le mercredi matin. Il faudrait au moins 15 jours ou 3 semaines pour le mettre en place et le souci est que la question n'a pas été posée initialement. Cela aurait été inégalitaire car on aurait pu le mettre en place seulement dans certains quartiers.

Position **FO** : Nous rappelons notre attachement à la semaine de 4 jours pour toutes les écoles de France. 90 % des communes y sont. Les villes qui ont connu la semaine de 4 jours et la semaine de 4 jours et demi, ont toutes fait le choix de revenir à 4 jours. Ce rythme, là où il a été mis en place, est plébiscité par les municipalités, les enseignants et les familles,

S'il devait y avoir une consultation, FO demande que toutes les possibilités soient proposées : 4 jours, 4,5 jours, semaine toulousaine.

Garanties sanitaires et soucis de communication rencontrés

Concernant les personnels municipaux, pour FO, ils ne sont pas en nombre suffisant. On a été confrontés à un manque de moyens humains et matériels pour assurer le balisage au sol et réaménager les classes, d'où une surcharge de travail alors que c'est en dehors des missions des PE.

Nous réaffirmons que les ATSEM doivent être présentes toute la journée pour permettre une désinfection régulière du matériel et des locaux, que le matériel doit être en nombre suffisant (savon, serviettes en papier...), que travaux urgents doivent être faits sans délai. C'est particulièrement vrai dans la période.

Nous réaffirmons aussi notre position : il faut des masques FFP2 et un dépistage des personnels.

Mairie : D'une façon générale, toute crise est riche d'enseignements. Il y a eu des ratés, tout le monde a été très vigilant et personne n'a ménagé sa peine. Nous demandons de privilégier des serviettes en tissus fournies par les parents et lavées par les parents. Dans chaque école, a été mis en place le trinôme : direction CLAE, direction d'école, N+1/chef d'équipes des techniques. On a été vigilants et normalement cela s'est passé de mieux en mieux. Vous avez raison, le 11 mai c'était plus difficile mais c'était une 1ère pour tout le monde. Les quantités ne suffisaient parfois pas en fonction des locaux, des choix des écoles,

...

Il était aussi impératif que les acteurs de l'école soient partie prenante car nous n'avions pas assez de personnels. Il y a eu une impossibilité technique à ce niveau-là puis les PE sont les acteurs qui vont utiliser ces espaces et faire vivre l'école au quotidien. Cela a aussi permis de faire vivre l'esprit d'équipe. Techniquement je le redis, c'était impossible que la mairie le fasse seule.

La principale difficulté à laquelle nous avons été confrontés le 11 mai est qu'il y avait encore le confinement la semaine d'avant. La préparation au niveau Education Nationale était insuffisante car une seule journée y a été consacrée, le 11 mai, alors que les agents municipaux étaient là parfois toute la semaine précédente.

Concernant les soucis de communication qu'ont pu rencontrer les enseignants, je ne maîtrise pas la communication Education Nationale. J'estime que nous avons été très clairs au niveau mairie de Toulouse.

FO : Il y a eu un regret fort des écoles, et c'est parfois un euphémisme, de ne pas avoir été associées au choix des écoles qui ont réouvert. Ce sont les directions de CLAE qui ont parfois informé les directeurs et les PE que l'école rouvrirait. C'est inacceptable.

Mairie : C'est totalement anormal, je vous rejoins.

FO : La consigne de ne rien dire car la mairie devait s'adresser à la Dépêche n'a pas été acceptée par les collègues. Nous nous portons également en faux par rapport à cela.

Mairie : Il y a eu beaucoup de ratés de communication car nous ne savions pas nous-même comment communiquer. Le calendrier Mairie et Education Nationale n'étaient en plus pas les mêmes. Nous l'avons su peu de temps avant la conférence de presse pour la réouverture. Je n'ai pas l'adresse de toutes les familles. Je n'ai pas le souvenir d'avoir interdit de communiquer. Je n'en ai pas le pouvoir. Le courrier cosigné avec l'Education Nationale ne s'est finalement pas fait. C'est une erreur et je le conçois. Tout ceci est inhérent à une période de crise où chacun communique dès qu'il a une information. Je ne sais pas comment faire autrement. Peut-être nous devrions communiquer aux directeurs mais seulement avec accord de l'Education Nationale. Il y a la volonté de bien faire de tout le monde mais elle s'est mal traduite sur le terrain. On va élaborer un plan de communication plus clair à l'avenir.

Il a été impossible dans l'urgence de concerter tous les acteurs pour savoir quelle école rouvrirait ou non. Il a aussi fallu tenir compte de nos agents disponibles car beaucoup étaient absents (1/3 présents environ). Les IEN ont donné leur avis et parfois ont fait des propositions et contre-propositions. Les IEN pouvaient interroger avant les écoles, c'est un travail Education Nationale. Les parents auraient aussi aimé être concertés, c'était impossible de tout gérer.

FO : Un courrier à destination des familles a été envoyé indiquant que les PE leur téléphoneront individuellement. Pour notre syndicat, il n'est pas acceptable qu'une municipalité donne des consignes aux PE, qui plus est de telles consignes !

Mairie : Il n'y avait pas d'intention derrière, je ne marche pas sur les plates-bandes de l'EN. Il me semble que l'on a repris exactement une formulation du protocole qui demande de contacter les parents.

FO : Aucune formulation ne mentionne le téléphone et c'est à l'Education Nationale de d'adresser des consignes aux PE !

Mairie : J'entends ce que vous dites. Le courrier devait être cosigné avec l'EN initialement là-aussi. C'est une maladresse involontaire, je m'en excuse et j'en suis désolée si cela a été mal perçu.

FO a ensuite abordé les situations des écoles qui nous avaient saisis (souci de montée d'effectifs en l'absence de locaux, souci de climatisation, d'aération, de matériel, travaux urgents, relations entre PE et agents municipaux, ...). La mairie a pu nous répondre au cas par cas, confirmant que les situations que nous faisons remonter n'étaient pas normales et s'engageant à intervenir.

Mairie : Je fais une précision générale concernant les climatisations. Les PE peuvent utiliser les climatiseurs sans risques. Des spécialistes ont été consultés et affirment qu'en puissance 1 cela ne pose aucun souci. Le service communal hygiène et santé est prêt à venir sur les écoles où cela pose souci. On sent la fraîcheur quand le climatiseur est allumé mais il n'y a pas forcément d'air qui en sort. Je réaffirme qu'il n'y a aucune inquiétude à avoir. Ils peuvent tourner à fond dès que les élèves ne sont pas présents physiquement. Nous en prenons l'entière responsabilité. Les ventilateurs sont totalement proscrits en revanche.

Concernant l'utilisation des bancs, il n'y a pas de désinfection prévue. Saisir le personnel local de la mairie s'il y a besoin d'utiliser un banc.

D'une façon générale, je rejoins vos propos et ce protocole n'est pas tenable.

FO : Concernant l'ADL pendant les vacances, nous avons demandé que ce ne soit pas toujours les mêmes écoles qui accueillent. Des soucis de disparition de matériel et liés au déménagement nous sont remontés.

Mairie : Nous connaissons ce souhait des écoles. Nous verrons ce que nous pouvons faire. Mais ce n'est pas toujours facile de changer les habitudes. De plus certaines écoles entreposent leur matériel dans certaines écoles. Ce n'est pas facile de changer. De même, les parents ont leurs habitudes...

2S2C

FO réaffirme sa revendication du maintien du cadre national de l'Education. Ce n'est pas aux communes d'assurer des activités en lieu et place de l'Education Nationale.

Remplacer les professeurs titulaires recrutés à bac + 5 par des éducateurs sportifs recrutés au niveau bac, voire « des personnes bénévoles (parents, ...) », obéit aussi à une logique budgétaire évidente d'économie au détriment de l'instruction et de l'Ecole Républicaine.

Mairie : Nous ne sommes pas demandeurs de la mise en place des 2S2C. Financièrement, c'est très compliqué à assumer pour nous. Une journée coûte à la mairie 250€ et la subvention de l'Etat n'est que de 110€. Comment faire dans ce contexte ? Nous appliquons et nous tenons prêts parce que c'est demandé mais nous ne sommes pas favorables à un tel dispositif. Cela va en effet créer une école à plusieurs vitesses en fonction des communes.

Désinfection à l'issue du scrutin du 28 juin

FO : A propos du scrutin du 28 juin, quand on voit l'état de saleté des écoles après un scrutin, sans parler du matériel (isoloirs, tables, urnes...) qui y reste entreposé parfois pendant plusieurs semaines, comment va-t-on pouvoir assurer les conditions du protocole sanitaire entre la fin des opérations de vote, tard le dimanche, et la réouverture le lundi matin ?

S'il y a le moindre doute quant à la capacité de la mairie à effectuer une désinfection réelle et un rangement des locaux, nous demandons une banalisation totale ou partielle le 29 juin de toute ou partie des écoles qui seront bureaux de vote.

Mairie : Les écoles seront désinfectées avant et après le vote et avant retour enfants/adultes. Nous calons actuellement les modalités pratiques sur le matériel et la désinfection. Nous partageons les mêmes enjeux. Il faut pouvoir insérer cette activité sans impact. Nous notons votre revendication et pourrons l'envisager au cas par cas. Nous saisis si nécessaire.

Point divers abordés

FO : Un souci technique relatif à l'utilisation des PC remonte souvent : il y a une impossibilité de se connecter avec le wifi des domiciles et dans les classes, de nombreux sites pédagogiques sont bloqués.

Mairie : Il n'est Pas possible de travailler avec ces PC chez soi, puisqu'ils ne doivent pas quitter l'école. Il n'y a aucune solution. Pour les sites c'est à l'Education Nationale seulement (via les ERUN notamment) de nous faire remonter les sites à débloquent. Si des enseignants souhaitent l'accès à d'autres sites, ils doivent passer par l'Education Nationale.

Réforme des ATSEM : On commence à noter un léger frémissement dans la baisse de l'absentéisme. La réforme n'a pas forcément eu les effets escomptés.

En outre, une ATSEM qui refuse de faire ses tâches n'est pas acceptable, il faut faire remonter au directeur du CLAE ou au CPT lorsque c'est possible. Pour des cas difficiles, vous pouvez nous saisir.

Commandes : Je rappelle que les reliquats de juin peuvent bien être reportés sur septembre comme vous le demandez.

